

PLATEFORME DESC : SEMINAIRE CINQUANTENAIRE PACTE

Gustave Massiah

8-04-2017

Quelques réflexions pour la préparation du séminaire

Dans la dernière réunion deux axes prioritaires ont été retenus :
universalité/indivisibilité des droits et solidarité (dimension internationale)

Le fil conducteur du séminaire pourrait être formulé de la manière suivante.
Les mouvements sociaux et citoyens s'appuient sur le droit international et contribuent au renouvellement du droit international. L'approche par les droits et l'accès aux droits est ce qui relie les mouvements sociaux et citoyens et leurs mobilisations.

Dans la suite, une identification de thèmes qui peuvent donner lieu à des contributions avec la possibilité d'identifier des intervenants. Cette identification a d'autres objectifs : de contribuer au débat public sur les droits économiques, sociaux et culturels ; de définir les objectifs et le renforcement de la Plateforme DESC ; de préparer une participation large et diversifiée au séminaire.

La proposition est de lancer un appel ciblé et public aux contributions et d'organiser le colloque (exposés, débats, ateliers) en fonction de leur nombre et de leur qualité.

Contributions de positionnement

- Les défis du droit international, en resituant les pactes et le protocole, la Déclaration universelle et la Charte des Nations Unies (Philippe Texier)
- Les mouvements sociaux et citoyens et le droit international : LDH ; CRID
- La justiciabilité des droits : Amnesty ; Terre des Hommes
- Les mises en œuvre nationales du droit international (CNCDH) ;

Les leçons à partir des mouvements pour l'accès aux droits

- Le droit au logement et le DALO - droit au logement opposable : Jean Baptiste Eyraud (DAL), Annie Pourre (NoVox), Manuel Domergue (Fondation Abbé Pierre)
- Le droit à la souveraineté alimentaire : Olivier de Schutter (ancien rapporteur Commission NU) ; Aurélie Trouvé (ATTAC) ; Confédération Paysanne
- Le droit du travail et le droit au travail : CGT ; Solidaires
- Les multinationales et le droit international : Gianni Tognoni (Tribunal international pour le droit des peuples) ; réseau RSE (Responsabilité Sociale des entreprises)
- Les droits des migrants et des migrations : Claire Rodier (GISTI) ; Marie Christine Vergiat (députée européenne)
- Le droit à la santé : Médecins du Monde
- Le droit à l'éducation : FSU

Contributions sur d'autres thèmes à mobiliser

- Droit international et urgence écologique
- Droit international et démocratie

- Droit international face aux inégalités et aux discriminations
- Droit internationale et pratiques alternatives
- Les institutions internationales doivent elles respecter la DUDH (séminaire organisé par la Commission des NU et le HCCI)
- Le défi idéologique : les droits confrontés aux idéologies xénophobes et racistes